

Savoir regarder, c'est le début de la justice



La politique commence par un geste simple, trop souvent négligé : **regarder**. Regarder vraiment ce qui se joue dans la vie des gens, dans les territoires, dans les silences aussi. Regarder ce qui ne fait pas la une, ce qui ne se résume pas en slogans, ce qui exige du temps, de l'attention et du courage. Détourner le regard est la première des injustices.

Mon regard ne s'est pas formé dans l'abstraction. Il s'est forgé **dans le service public et à l'hôpital puis dans l'entreprise et l'industrie**. Là où une décision n'est jamais théorique. Là où l'on apprend que **décider, c'est arbitrer**, et que tout arbitrage engage des vies, des

emplois, des trajectoires. Cette **culture de la responsabilité** a profondément structuré ma manière d'aborder l'action publique.

Au fil des responsabilités exercées, dans la **société civile puis au gouvernement**, cette exigence n'a jamais varié. **Industrie, énergie, agriculture, transition écologique** : j'ai exercé ces fonctions ministérielles pendant sept ans dans un monde traversé par des **crises majeures – sanitaires, énergétiques, climatiques, géopolitiques**. À chaque fois, j'ai tenu la même ligne : protéger et sécuriser les Français, tout en préparant l'avenir. C'est la réponse la meilleure que j'ai trouvée à l'impuissance politique. Une réponse qui suppose d'accepter de regarder le réel tel qu'il est.

De cette expérience est née une conviction centrale : la nécessité d'une **République attentive**, ni descendante ni condescendante. Une République qui commence par voir les **vies fragilisées**, les **angles morts de l'action publique**, les **territoires relégués**. **Regarder, c'est agir. Agir, c'est évaluer. Agir, c'est évaluer, ajuster, corriger**. La démocratie se renforce lorsqu'on rend des comptes des effets réels des politiques, et non de leurs intentions affichées.

Cette attention au réel conduit aussi à une exigence stratégique. **La France doit devenir beaucoup plus robuste – parce que nous avons confondu efficacité et robustesse**. Robuste face aux crises, robuste pour diminuer l'impact de ses dépendances, robuste dans ses choix industriels, agricoles, numériques, énergétiques et écologiques. Cette robustesse n'est pas un repli, elle est une réponse nécessaire aux tensions géopolitiques. Elle suppose également une Europe plus

politique, capable d'assumer sa puissance et de peser dans le rapport de forces mondial, une **Europe gaullienne** au fond.

Le progrès, lui aussi, doit être interrogé. **Tout ce qui est nouveau n'améliore pas la vie.** Le seul progrès qui mérite d'être défendu est celui qui **augmente concrètement le pouvoir de mieux vivre** : mieux se soigner, mieux travailler, mieux se déplacer, mieux respirer, décider pour soi. **Choisir notre progrès**, c'est refuser qu'il soit imposé sans débat ou dicté par des intérêts éloignés du bien commun. La mercantilisation à marche forcée du monde et la course à la dernière technologie n'est pas le progrès auquel j'adhère.

Depuis **juillet 2024**, cet engagement je le poursuis **à l'Assemblée nationale**, comme **députée de la 2^e circonscription du Pas-de-Calais**, un territoire où la ruralité est vivante, aux côtés de villes à taille humaine, un territoire marqué par une forte culture du travail, de solidarité et d'entraide. Ici, on juge aux actes. On attend de la constance, de l'endurance, du collectif. À Lens, au stade Bollaert, personne ne triche avec l'effort. La victoire est toujours collective.

Cet esprit se retrouve jusque dans la culture locale. **Au RC Lens, à Bollaert**, personne ne triche avec l'effort. La victoire n'est jamais individuelle. Elle est collective, construite dans la durée. Cette exigence irrigue aussi une certaine idée de la politique : **tenir, avancer ensemble, ne jamais se contenter des mots.**

Mère de famille, ancrée dans ce territoire, je reste convaincue d'une chose : **regarder est un acte politique.** Regarder, c'est déjà commencer à réparer. Regarder, c'est rendre la justice possible. Et regarder, c'est donner à chacun la force d'agir. C'est le sens de mon parcours.

Chaleureusement,

Agnès Pannier-Runacher

Députée de la 2^e circonscription du Pas-de-Calais

Ma bio express – 10 dates clés

1974 – Naissance.

HEC et Master à l'université de Cologne, Sciences-Po ENA : une formation tournée vers l'action et l'international.

Inspectrice des finances – Travail sur la performance de l'action publique, l'investissement socialement responsable et le logement social.

2003–2006 – Directrice de cabinet à l'Assistance publique–Hôpitaux de Paris.

2006–2011 – Groupe Caisse des dépôts – Directrice adjointe des finances et de la stratégie, puis membre du comité exécutif du Fonds stratégique d'investissement / Bpifrance.

2011–2013 – Directrice d'une unité de Recherche et développement au sein de Faurecia dans la sous-traitance automobile

2013–2018 – Directrice générale déléguée de la Compagnie des Alpes.

2018–2025 – Secrétaire d'État à l'économie puis ministre (Industrie, Énergie, Agriculture, Transition écologique).

7 juillet 2024 – Élu(e) **députée de la 2^e circonscription du Pas-de-Calais**.

Aujourd'hui – Députée, engagée pour une **République attentive**, une **France robuste** et une politique du réel.